

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 575 - 28 Janvier 1993 - Prix 2.50 F

SOMMAIRE

• L'HUMA	2	• LEGISLATIVES : LES CANDIDATS COMMUNISTES	4
• L'EMPLOI		• LE BUDGET DE LA RÉGION	5
• UNE LOI POUR LA JEUNESSE	3	• ESPACE D'ESPOIRS	6

Ensemble pour nos droits

On a la force de gagner

**« Pas dans dix ans, pas dans vingt ans,
nos droits, nos droits, immédiatement »**

Nous étions plus de 1500 à Nantes à participer comme dans dix autres villes de France au rassemblement pour exiger que la loi pour la jeunesse soit débattue à l'Assemblée Nationale puis appliquée. L'urgence de cette exigence s'est fait entendre dans les rues; aux banderoles porteuses de droits nouveaux, les slogans repris avec enthousiasme condamnant les choix actuels qui conduisent à toujours plus de chômage, de misère ; toujours plus de sélection à l'école, au racisme, aux interventions militaires, à la politique politicienne, aux promesses jamais tenues.

Les participants, au palais des sports de Beaulieu ont fait de la politique à l'heure du satellite, c'est une réelle bouffée d'oxygène pour l'avenir.

Cette formidable journée est un réel tremplin pour celles et ceux qui souhaitent que leur vie change, qui sont disponibles pour rechercher des solutions nouvelles. Les débats, les échanges d'expériences sont un appel aux jeunes, aux hommes, aux femmes à devenir complètement auteurs du développement de notre société, à envahir le terrain de la politique.

Pour les communistes c'est un appel à faire preuve d'audace dans la mise en œuvre de notre démarche. Dans les rencontres, les porte à porte qui ont contribué au succès de cette initiative, chacun a mesuré combien est fort le refus de la poursuite de la même politique. Ils se demandent s'il y a quelque chose à faire ou non pour sortir la jeunesse de l'impasse, pour redresser le pays. Voilà les termes du grand débat que tout le monde attend.

Pour notre part nous soumettons aux débats nos six propositions, nous œuvrons au rassemblement des forces de gauches, de progrès pour faire échec à la droite et à l'extrême droite, pour répondre aux aspirations à une autre politique.

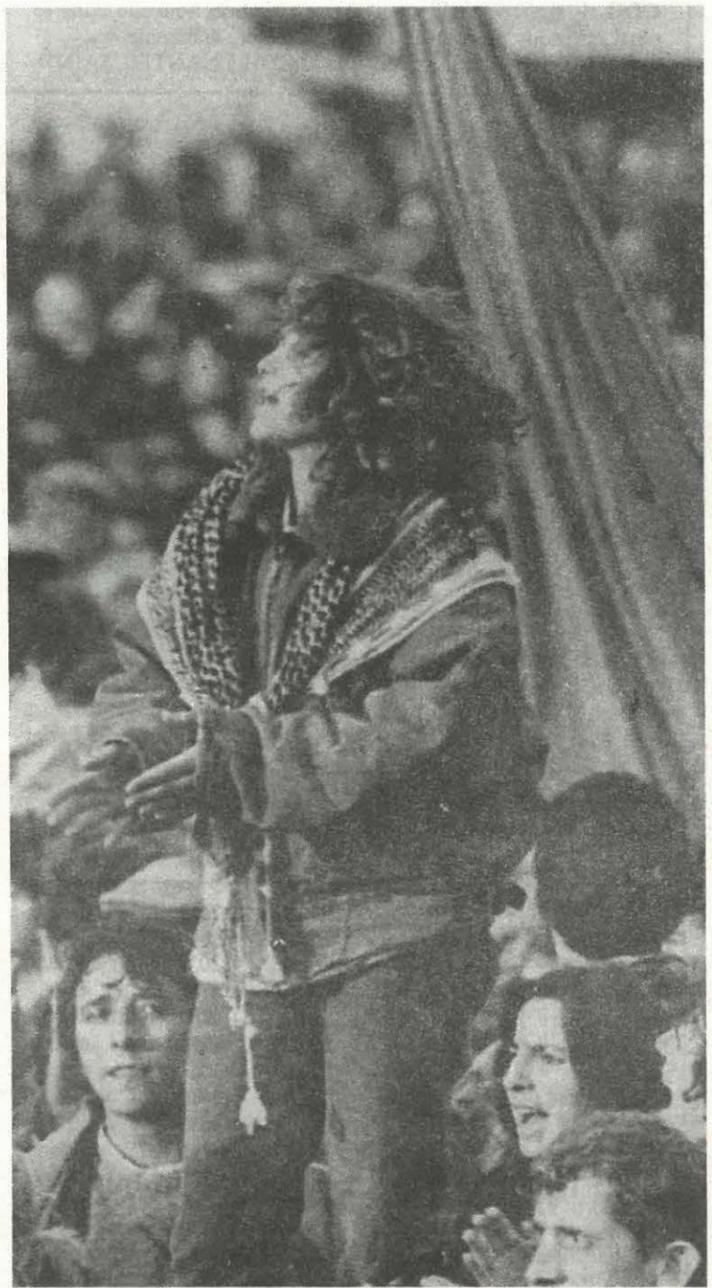
Prenant appui sur la succès du 23 janvier, la richesse des liens nouveaux qui se sont tissés dans la préparation de ce rassemblement, la remise des cartes 1993 comme la préparation des assemblées populaires prennent une dimension nouvelle.

Aller à la rencontre de chaque adhérent, préparer avec toutes les assemblées populaires, multiplier les rencontres avec toutes celles et ceux qui veulent faire du neuf ; c'est ainsi que nous engageons la campagne des élections législatives. Avec cette conception nouvelle de faire de la politique, nous voulons faire tout ce qui dépend de nous pour modifier le rapport de forces dans le sens conforme aux aspirations et aux intérêts du plus grand nombre. L'expérience en témoigne, tout nous invite à faire preuve d'audace.

Jean-René TEILLANT
Secrétaire fédéral à l'Organisation

JEUNES : 30 000 VOIX POUR FAIRE LA LOI

DIX VILLES,
DES DIZAINES
DE MILLIERS
DE JEUNES.
SAMEDI, DE
MARSEILLE A
PARIS, DE
TOULOUSE
A NANTES,
ON A DÉBATTU
DU DROIT AU
TRAVAIL
COMME DU
COMBAT CONTRE
LE SIDA...
AVEC LA
JEUNESSE
COMMUNISTE



ILS DÉCIDENT D'EUX-MÊMES

L'HUMA : PORTER NOS EFFORTS A LA HAUTEUR DES ENJEUX

Gagner l'idée qu'une autre politique est possible, que notre peuple a la force de la construire, est au centre de la réflexion de tous les communistes.

Notre proposition de rechercher le dialogue, la rencontre, le contact avec les gens pour discuter avec eux de leur situation, des moyens pour s'en sortir, nécessite que nous nous en donnions les moyens.

Pour ce faire, l'HUMANITÉ quotidien et l'HUMANITÉ Dimanche sont des outils indispensables.

Dans la campagne que tout le parti et tous les communistes ont décidé d'engager après le Comité Central qui a débattu de notre presse, deux bases de travail demeurent :

- L'HUMA, outil de notre politique
- Sauvegarder, assurer la survie de notre journal

Durant les semaines qui nous séparent des échéances législatives, notre presse, l'HUMANITÉ-DIMANCHE et l'HUMANITÉ quotidien permettront le dialogue, l'échange avec les gens, la connaissance des positions du parti, le rétablissement des faits, tant tronqués et déformés par les médias de l'audiovisuelle et de la presse écrite.

Sans notre presse, nous ne serons pas en capacité de répondre pleinement aux enjeux que nous nous fixons.

Depuis le dernier Comité Central, la question du rôle et de l'importance de sa diffusion ont été posés dans les sections, dans les cellules.

Les CDH. se tournent vers le concret de la prospection de nouveaux lecteurs, les cellules débattent de la mise en place d'un CDH. Il s'agit véritablement d'une situation nouvelle dans le parti qui nous permet de la voir, demain, différente.

Nous enregistrons la création de 10 CDH à NANTES, SAINT-

HERBLAIN GEVRE et CENS, dans la section du Val-de-Loire, à CHATEAUBRIANT, à BATZ-SUR-MER.

12 CDH sont en voie d'être créés à SAINT-NAZAIRE, à REZÉ, dans la section de la BRIÈRE. Des CDH décident de l'augmentation de leur diffusion, tel à la SEMITANT, le n° spécial de l'HD sur les Droits de la Jeunesse a été diffusé par plus de cellules que nous avons de CDH. Il faut remonter plusieurs années en arrière pour retrouver une telle situation.

C'est là autant de signes encourageants qu'il s'agit de confirmer et particulièrement par le numéro du 4 au 7 février qui présentera la nouvelle formule.

L'HUMANITÉ Quotidien voit également dans notre fédération un élan prometteur par la mise en place d'un abonné en la personne de notre camarade Daniel LEBARILLEC, nous gagnons chaque jour de nouveaux abonnés.

Notre objectif d'atteindre d'ici à la fin mars 150 nouveaux lecteurs réguliers est une perspective réaliste sur l'aspect politique des choses sur notre engagement à la survie du journal.

Il est indispensable que dans chaque cellule cette question doit être débattue afin de concrétiser l'abonnement d'une ou de plusieurs personnes à la lecture régulière de l'HUMANITÉ Quotidien.

Les assemblées générales de cellules, les assemblées populaires qui vont se tenir les semaines qui viennent seront un véritable support à la diffusion de notre presse, une question posée en grand dont les premiers résultats permettent de penser que nous pouvons aller encore plus loin.

Yannick CHENEAU
Responsable à l'HUMA

DE TOUTE URGENCE

L'Hôtel Matignon a adressé une lettre aux préfets. Dans ce courrier, Pierre Bérégovoy leur demande de « veiller personnellement » à ce que les plans sociaux présentés par les entreprises comportent « effectivement des mesures de reclassement des salariés ». Se référant à la loi votée le 23 décembre dernier, sur proposition des députés communistes et après une large mobilisation populaire, le premier ministre précisé que « les licenciements économiques ne doivent être envisagés qu'en dernier ressort, après qu'ont été explorées l'ensemble des autres voies susceptibles de les éviter ou d'en réduire le nombre ».

A sa façon, cette missive apporte la preuve que les amendements adoptés par l'Assemblée nationale en matière d'emploi peuvent, dès aujourd'hui, entrer dans la vie. Pourquoi attendre, lorsque le premier ministre en appelle à ses représentants dans les départements ? L'adresse de Pierre Bérégovoy montre également l'urgence d'obtenir la réponse du Conseil constitutionnel, saisi par soixante et un sénateurs de droite. Chaque jour passé retarde la pleine et entière application de ce texte. Il n'est pas inutile, enfin, de relever combien ce courrier devrait inciter les salariés à se saisir des deux amendements dans une période où la question du chômage se pose, pour nombre d'entre eux, de façon cruelle et cruciale.

- Biderman Uniforme a décidé de fermer son usine de Sainte-Pazanne en Loire-Atlantique, qui emploie 200 salariés. L'an passé déjà, Biderman Uniforme avait supprimé 121 emplois dans ce département. La société tente de se justifier en expliquant que l'armée n'est plus obligée de passer ses commandes en France, mais elle oublie de dire qu'elle a délocalisé de nombreux ateliers en Tunisie.

- Les Ateliers bretons de réalisations ferroviaires, installés à Châteaubriant, veulent supprimer 55 emplois, dont 50 licenciements, en attendant d'annoncer une seconde vague de licenciements. Les salariés de l'entreprise luttent.

- Lutte également aux Nouvelles Galeries où la direction veut licencier 13 personnes.

- 30 licenciements à l'ancien abattoir de Nantes.

- Marc JUSTY est intervenu auprès du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi pour que des négociations s'engagent au plus vite à l'Aéropatiale, afin d'obtenir la préretraite progressive pour les plus de 55 ans et un nombre de recrutements correspondant au nombre de départs.

SUR LA SITUATION DE L'EMPLOI ET LA FORMATION DANS LE BASSIN D'EMPLOI DE SAINT-NAZAIRE

Dans un dossier sur la situation de l'emploi dans la presque île guérandaise, un hebdomadaire local faisait récemment un état des lieux qui débouchait sur « Un constat inquiétant, mais pas pire qu'ailleurs ».

Or le dernier bilan connu au niveau régional montre, bien au contraire que, sur les seize bassins d'emploi que comprend la région Pays-de-Loire, celui de Saint-Nazaire arrive nettement en tête du chômage régional, en dépassant désormais les 18 % de la population active au chômage. Les moins de 25 ans comptent pour 30 % de ces demandeurs d'emplois, les femmes sont 52,5 % et les chômeurs de longue durée de plus d'un an, 35,8 %.

Dans le seul secteur de Saint-Nazaire - qui comprend 12 communes jusqu'à Séverac et Guenrouët, en passant par Pontchâteau - les statistiques de l'ANPE, que l'hebdomadaire en question se garde bien de citer très précisément, montrent pourtant l'ampleur de la dégradation de la situation de l'emploi dans la région au cours de la dernière année :

Mois	Demandeurs d'emplois	Taux	Jeunes - 25 ans	Durée jours
Octobre 91...	6831	17,4	2106	465
Novembre 91.	6912	17,6	2080	470
Décembre 91.	6898	17,6	2031	472
Janvier 92...	7013	17,9	1781	478
Février 92...	7110	18,1	1789	484
Mars 92.....	7180	18,3	1786	490
Avril 92.....	6937	17,7	1667	505
Mai 92.....	6790	17,3	1634	503
Juin 92.....	6660	17	1636	502
Juillet 92....	6925	17,6	1793	481
Août 92.....	7068	18	1909	480
Septembre 92	7204	18,4	2089	465
Octobre 92..	7323	18,7	2189	449

Au-delà des « variations saisonnières » c'est bel et bien à une accélération de la dégradation de la situation de l'emploi qu'on assiste dans la région nazairienne, notamment en ce qui concerne les jeunes.

Mais, pour le même hebdomadaire, décidément en veine d'optimisme, le problème de l'emploi des jeunes y serait néanmoins en bonne voie de résolution puisque, du moins l'affirme-t-il, « les formations-bidon n'existeraient plus » et que « le temps des for-

mations ne débouchant sur rien » serait « bien fini ». Les intéressés apprécieront.

Ainsi, « le bassin d'emploi de Saint-Nazaire fonctionne(r) bien en matière de formation ». D'ailleurs, tout ne serait qu'une affaire d'« (in)adéquation » des demandes d'emplois par rapport aux offres, de « (re)motivation » et de « redynamisation » des chômeurs. Et de citer en exemple l'EFPI, GESTFOR et ADEQUATION. Or, et sans minimiser en rien l'activité de ces différents organismes, il convient cependant de souligner que, pour en rester aux exemples cités, la première n'emploie aujourd'hui que 32 ex-chômeurs, que GESTFOR, association d'insertion, ne prévoit d'engager que 16 ex-chômeurs au total d'ici 1995, et qu'ADEQUATION n'est qu'un « cabinet de conseil de recrutement formation » qui ne se propose rien d'autre que d'organiser des « stages de recherche active d'emploi ». Le dossier semble donc bien léger pour aboutir malgré tout à la conclusion que tout irait désormais pour le mieux en matière de formation dans le bassin d'emploi de Saint-Nazaire.

Rappelons que pour le mois d'octobre dernier, dans ce bassin d'emploi, il n'y a eu que 75 offres d'emplois pour 7323 demandes, soit cent fois moins. La voilà bien, la principale « inadéquation » !...

Pourtant on nous indique aussi que, chaque année « 41 MF sont dépensés par an à cette fin » de formation dans le bassin d'emploi. D'où l'opportunité de faire vivre y compris à ce niveau local, l'amendement adopté récemment par le parlement sur proposition du groupe communiste, qui permet désormais le contrôle, au plan départemental, des crédits accordés au patronat à des fins de formation.

De son côté, la proposition de loi d'orientation sur les droits de la jeunesse déposée à l'Assemblée nationale par le même groupe des députés communistes, estime que « la société doit réparer ses fautes vis-à-vis des jeunes sans formation ». Elle avance l'idée qu'au lieu de refuser d'embaucher des jeunes parce qu'ils n'ont pas de formation, c'est l'inverse qu'il faut faire : les embaucher d'abord et les former ensuite. Les 235 milliards de fonds publics nationaux actuellement affectés aux stages-bidons, aux exonérations patronales, doivent servir à la transformation, des emplois précaires en emplois stables, et à la création d'emplois nouveaux pour satisfaire les besoins, notamment dans les hôpitaux, les transports, les PTT, tous les services publics... avec, chaque fois que c'est nécessaire, une formation pour les jeunes embauchés, sur leur temps de travail. Sur ces bases, elle développe ensuite des propositions précises de nature à répondre efficacement aux réels besoins de formation des jeunes, tout particulièrement ceux du bassin d'emploi de Saint-Nazaire, mais aussi ceux de tout le département.

30 000 VOIX POUR FAIRE LA LOI

Montant du Vieux-Port, descendant des Réformés, brandissant drapeaux rouges et banderoles multicolores, marchant aux rythmes d'une « pena » nîmoise, riant des mîmes, pétards et fumigènes du groupe Charter, ils ont parcouru la Canebière pour gagner Castellane. Etonné, le public marseillais a fait part de ses sentiments par ses réflexions - « Alors, si les jeunes s'y mettent ? » - et ses applaudissements. A la même heure, la même exubérance emplissait la grande rue piétonne Sainte-Catherine, dans le centre de Bordeaux. Pendant ce temps, les cohortes parisiennes, sur un ton plus austère, occupaient la République. Venu de Brest, du Trégor, de Rennes et des environs, le cortège nantais a, lui, défié les averse océaniques. Avec celles et ceux du Havre et de Montluçon, d'Orléans et de Lyon, de Toulouse et de Châlons, c'est ainsi près de 30.000 jeunes, souvent accompagnés de quelques-uns de leurs aînés, qui ont manifesté samedi à travers la France avant de tenir débats.

Sur un fond noir comme leur vie d'aujourd'hui, ceux de la Seine-Saint-Denis ont écrit, couleur soleil : « Nous sommes l'avenir » ; avant d'ajouter, rouge d'espoir : « Ensemble pour nos droits ». Derrière eux, il y a cette poubelle roulante où figurent pêle-mêle une seringue à drogue, une enseigne de l'ANPE, un bulletin de salaire d'un contrat emploi-solidarité à 2.700 francs par mois. Plus loin, cet autobus qui « ne roule pas sur l'or » porte l'exigence de la

« gratuité des transports scolaires ». A Bordeaux, les lycéens de Montaigne ont écrit de toutes les couleurs : « Seule la Paix peut envahir les Peuples ». A Châlons, ce calicot : « Le SIDA, on en crève. De l'argent pour la recherche ». A Lyon, Magali, venue d'une commune rurale de la Loire, a fait part de son combat pour continuer à travailler la terre. Nantes a scandé : « Le racisme, ça pue, ça tue et ça rend con ». Partout, les salles ont vibré quand, du « mur bleu couleur d'orange » de Jean-Daniel Simon, diffusé par satellite dans les dix villes, a surgi l'exigence d'une formation de qualité et d'un emploi stable.

Le tremplin de cette journée : la « proposition de loi des droits de la jeunesse », élaborée à 80.000 à l'initiative du Mouvement de la jeunesse communiste. Christophe, employé, vingt-six ans, présent dans le cortège qui est parti du parvis de la cathédrale d'Orléans, se souvient des Etats généraux tenus il y a près de dix mois : « Je croyais à un coup d'éclat. J'y suis allé pour voir. J'ai été autant surpris du nombre de participants que de leur diversité et du sérieux ». Les députés communistes ont déposé ce texte sur le bureau de l'Assemblée nationale. Reste qu'on scandait samedi dans les rues de Paris : « Pas dans dix ans, pas dans vingt ans, nos droits, nos droits immédiatement ! » C'est pour cela que le PCF et la JC ont pris l'initiative de cette journée du 23 janvier.

Le cadre : dix villes, des manifs et des débats. Les jeunes

ont multiplié rencontres et discussions. S.O.S.-Racisme, la Jeunesse ouvrière chrétienne, le Centre confédéral de la jeunesse CGT, le MRAP et l'UNEF se sont associés à cette journée. Selon les régions, des nombreux mouvements et personnalités y ont également apporté leur contribution : AIDES, à Châlons-sur-Marne, qui développe la prévention contre le SIDA, le « mouvement Ras-le-Bol », très actif à Bordeaux sur la situation des personnes sans domicile fixe, André Brager, prêtre ouvrier de Nîmes, qui a rejoint Marseille.

Dans les cortèges et les débats, ils ont coté notamment Jackie Hoffmann, Pierre Blotin, Jean-Claude Gayssot, Guy Hermier, André Lajoinie et de nombreux autres dirigeants du PCF, Jacques Perreux et Sylvie Vasalac, secrétaire général et secrétaire générale adjointe de la JC. « Nous sommes partie prenante de votre démarche parce que c'est complètement la nôtre », a dit, lors du direct par satellite, Jean-Paul Magnon.

Sérieux mais pas triste : comme les manifs, les rencontres ont été rythmées par la musique, avec Pablo Cueco, Bernard Lubat, par le dessin, avec Siné et Tignous, et par le salut du footballeur Basile Boli. Finalement, pour Florence, chômeuse rennaise de vingt-six ans, le clou de la journée a été cette « liaison permanente qui a permis à chacun de mesurer combien il n'est pas seul ».

Marc BLACHÈRE



« Le futur se décide avec la jeunesse ». Ils et elles ont manifesté et débattu pour leurs droits :

3.000 à Bordeaux,
500 à Châlons-sur-Marne. 1.000 au Havre, 2.500 à Lyon, 5.000 à Marseille, 1.000 à

Montluçon, 1.500 à Nantes, 2.000 à Orléans, 10.000 à Paris et 1.500 à Toulouse.



MESSAGES MESSAGES MESSAGES MESSAGES MESSAGES MESSAGES MES

Nous publions ci-dessous les extraits des messages d'organisations nationales soutenant ou s'associant à cette journée, messages diffusés dans les dix rassemblements par satellite.

JOC : « Nous sommes souvent dans les mêmes luttes. On habite les mêmes quartiers, on partage le même travail. L'apprentissage bidon, ça suffit ! Les lycées-sélection, y en a marre ! Le racisme, ras-le-bol ! A la JOC, on n'en veut pas. Vous non plus, non ? On a envie de se battre avec vous pour vivre mieux. L'avenir, c'est la parole aux jeunes ».

CGT (centre confédéral de la jeunesse) : « Pour beaucoup de jeunes, la situation se dégrade, souvent de façon dramatique. Cette réalité est en contradiction avec leur aspiration au bonheur, à une vie riche et épanouissante conforme aux potentialités de notre temps. Les jeunes tiennent souvent dans les mouvements revendicatifs une place remarquable, souvent déterminante. Unis, ils peuvent beaucoup ».

UNEF : « Choisir la fac et la filière de son choix, avoir une bourse, une chambre en cité U... pouvoir réussir ses études : ces droits, comme

des centaines d'autres, sont ceux auxquels aspirent légitimement les étudiants. Au moment où tout est fait pour nous sélectionner, les étudiants de l'UNEF se mettent au service de la lutte pour gagner ces droits, contribuer à les arracher un à un ».

S.O.S.-RACISME : « Merci à la JC. Il n'y a pas trop de lieux d'échanges. En Europe, il y a une montée du racisme. Mais ce n'est pas fatal. Parce qu'il y a aussi, on le voit en Allemagne, des possibilités de mobilisation. Le 6 février à Paris, on va se retrouver ensemble. Ce qui mine une société, ce n'est pas le trop-

plein d'étrangers, c'est le trop-plein d'exclusions ».

MRAP : « Le MRAP s'associe à cette initiative parce qu'agir contre le racisme, c'est agir pour im-

poser le droit au travail, au logement, à une justice égale pour tous, à l'accès des immigrés résidant en France aux droits civiques. C'est agir pour promouvoir un nouvel ordre économique mondial dans l'amitié entre les peuples ».

A PROPOS DU SOUTIEN DES ORGANISATIONS DÉPARTEMENTALES AU 23 JANVIER

Plusieurs informations erronées ayant été communiquées par la presse, malgré nos mises au point, Gilles BONTEMPS a élevé une protestation auprès des journaux et a adressé un courrier à la JOC 44 (qui ne s'associait pas) que nous publierons dans notre prochaine édition.

BUDGET 1993 DE LA RÉGION DES PAYS DE LOIRE

LE POINT DE VUE DE LA C.G.T.

Le Conseil économique et social de la Région des Pays de la Loire s'est à nouveau réuni le 7 Décembre sur les orientations du budget 1993.

Déjà le 6 Octobre, il avait refusé l'augmentation de la pression fiscale directe de 15 % qui pèsera encore très lourdement sur les ménages.

La majorité de droite au Conseil Régional, sous la présidence d'Olivier Guichard, a décidé de maintenir cette augmentation.

Au Conseil Economique et Social, le groupe CGT, tout en condamnant cette nouvelle augmentation des impôts, a fait des propositions pour répondre aux besoins financiers de la Région.

Le groupe CGT partage ce qui est exprimé dans le projet d'avis sur l'environnement international et notamment sur les appréciations formulées à propos du G.A.T.T.

A ce sujet, nous considérons que la focalisation sur la discussion concernant les produits agricoles n'a-t-elle pas non plus pour objectif de cacher la réalité des accords du GATT concernant tous les échanges commerciaux.

Le Secteur agricole représente environ 10 % des accords du GATT, que l'on nous comprenne bien, nous partageons les inquiétudes et nous soutenons les luttes du monde agricole car il s'agit de la survie de l'agriculture de notre Pays et de notre indépendance, mais nous som-

mes également très préoccupés par les 90 % que représentent les autres secteurs et particulièrement l'industrie.

Nous considérons que les grands orientations proposées dans le budget ne sont pas en cause et qu'il serait bien difficile pour nous de faire des propositions d'économies.

Les besoins pour la Région vont devenir croissants et dans le même temps, il y a diminution des ressources sans parler des désengagements de l'Etat.

Le recours fait chaque année à une augmentation de la pression fiscale en particulier directe a ses limites, les 15 % décidés par la Région pour 1993 vont la rendre encore plus insupportable pour les ménages.

Ce qui est en fait au centre de notre débat, c'est bien la question des ressources, donc de l'emploi, pas de n'importe quel emploi, l'emploi stable, celui qui produit des richesses, de la valeur ajoutée.

Le chômage est en augmentation, l'année 1993 se situera malheureusement dans la continuité et la déclaration de Madame le Ministre du Travail a quelque chose de choquant et d'insultant quand elle dit à l'Assemblée nationale que « tout va bien pour le chômage de longue durée ».

En effet depuis le mois d'Avril, le nombre de chômeurs de longue durée est passé de 920 000 à 893 620, si c'est ce

que Madame Aubry appelle « tout va bien », elle a sûrement raison.

Ce qui veut dire aussi que la progression du chômage dans notre région va augmenter les difficultés et diminuer les ressources.

La question de l'emploi industriel est primordiale pour la région des Pays de Loire comme pour l'ensemble du Pays et particulièrement les secteurs producteurs de valeur ajoutée forte.

Or, ce que nous constatons, c'est que ces emplois sont à nouveau menacés, nous ajoutons que le partage du travail ne règle rien car faire à deux pour produire la même chose, cela conduit en fait à diviser les ressources par deux.

C'est pourquoi nous nous prononçons pour une politique économique et industrielle dynamique qui consiste en premier lieu à défendre avec acharnement les industries de bases de la Région.

Dans ce sens, nous sommes en désaccord avec les orientations de la DATAR qui tendent à ce que notre Région devienne que productrice de matière grise pour ensuite la vendre à d'autres pays qui deviendraient aussi les constructeurs de nos produits.

Nous pensons que cette orientation est dangereuse car elle met en cause les notions de savoir et de savoir faire qui conduisent inévitablement à un appauvrissement scientifique et technique.

Deux exemples peuvent illustrer cette orientation :

• la vente à 17 Pays des licences de construction de moteur Diesel par la SEMT font qu'en 10 ans les effectifs salariés passent de 2500 à 600.

• aujourd'hui même les chantiers de l'Atlantique vendent à la Corée des brevets de construction de Méthaniers, y envoient des ingénieurs pour apprendre à maîtriser la technologie, demain ce sont les chantiers coréens qui construiront les méthaniers et les chantiers de l'Atlantique connaissent à nouveau des difficultés.

Nous avons une autre conception de la coopération des échanges, y compris de l'échange des connaissances de la technologie.

De nombreux exemples peuvent être pris pour l'aéronautique, l'électronique etc...

C'est pourquoi nous pensons que ces questions doivent faire l'objet de débats et de propositions.

La défense, le renforcement de l'Industrie va de pair avec le renforcement de notre Agriculture, des services publics et services utiles.

Le financement pour le développement de la Région passe aussi par cette voie.

Le Conseil économique et social a confirmé son désaccord sur l'augmentation des impôts.

AU BOUT DE LA NUIT

Au bout de la nuit, après de multiples périples de collage, au matin du dimanche de Pâques, à NAPLES, la ville transfigurée offre des lambeaux mythiques : l'œuvre est accomplie, ERNEST PIGNON ERNEST damne son âme aux profils des murs de l'urbain.

L'artiste transfigure la ville de drames sacrés, empreinte les lieux d'une peinture qui travaille la forme des ténèbres qui les absorbent, assigne la façade d'inscriptions charnelles et sensuelles : périple métaphorique d'un plasticien de l'urbain, il transcende l'espace et lui donne un corps. Ephéméride du passage, il transmue la figure urbaine en une multitude d'impressions qui raconte l'histoire, l'histoire du tableau assimilé, l'histoire des valeurs humanistes, l'histoire du temps nécessaire à pénétrer l'enchevêtrement social et culturel.

Rares sont les occasions données aux plasticiens de sonder l'univers urbain et d'extirper des empreintes murales la métamorphose de la sublimation : ERNEST PIGNON ERNEST engendre une poétique de l'espace vivant où la course effrénée du passant rencontre par bribes le témoignage culturel qui relie la ville à son histoire et qui livre les secrets de la mémoire collective.

Allez respirer les charges picturales urbaines, la poétique d'une ville et la richesse du parcours initiatique que propose l'artiste. Pas de slogans ni de déclarations péremptives mais une générosité suggestive et une théâtralité d'ironie, de dérision, faite au fond d'un grand amour de la vie et d'un don de soi-même.

Après deux années de réflexions mûries au fil des acquisitions Jane VIRET et l'Artothèque assouvissent la richesse du parcours, offrent aux visiteurs la possibilité d'embrasser le collage urbain et la démarche d'un créateur qui pense, conçoit, bâtit les images dans la perspective de leur inscription physique dans l'espace réel.

Premier lien tissé entre l'artiste et la ville de NANTES, croyons que la ville des contradictions chère aux surréalistes puisse donner au compagnon de l'urbain l'envie, la foi et le désir d'imprimer sur nos murs et en notre cité l'éphémère.

J. KERZANET, architecte DPLG

ERNEST PIGNON ERNEST « NAPLES » jusqu'au 31 janvier à l'Artothèque de NANTES.

10.800 CHASSEURS A NANTES POUR DÉFENDRE LA CHASSE

Plus de 10.000 chasseurs ont manifesté avec force à l'appel de la Fédération des Chasseurs de Loire-Atlantique et le soutien des comités de défense des chasseurs de gibiers d'eau, de l'A.D.C.G.L.A.

Des délégations de départements voisins avaient tenu à participer à cette manifestation.

Commencé avant 9 h ; le rassemblement s'est achevé à la Préfecture, vers 13 h 30. Après une longue, longue... marche à travers les rues de Nantes, bruyante et résolue, digne et responsable, les chasseurs, samedi, ont gagné des points.

il était temps ! RENNES était loin et les manifestants de l'époque n'avaient pas apprécié d'avoir été parqués.

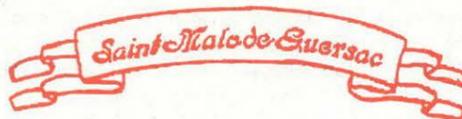
Les revendications ! « Non à la restriction des périodes de chasse » - « Non à la mise en place de zones de protection sans concertation » - « Non à la remise en cause des A.C.C.A. » - « Non au projet anti-chasse des écolos ».

Les chasseurs de Loire-Atlantique sont attachés à la chasse populaire « à la Française ».

Marc JUSTY, au nom de l'Association des Elus Communistes et Républicain, avait apporté son soutien. Plusieurs élus communistes et républicains y participaient, ainsi que des syndics de Saint-Joachim, Trignac et Saint-Nazaire.

Marc JUSTY a rappelé le dépôt ; par le groupe communiste, d'une proposition de loi pour défendre et protéger la chasse populaire en France.

Réduire ou supprimer la chasse dans notre pays serait porter un coup à l'écologie et se priver d'une organisation et d'hommes qui s'acharnent à gérer, protéger la faune et la flore.



SAMEDI 27 FÉVRIER

LOTO

Salle des Fêtes
à partir de 20 heures



9000 Francs de lots

- Magnétoscope
- Platine laser
- CB Targa
- Dessus de lit (crochet main)
- Valise

et de nombreux autres lots

BAR - PATISSERIE - CAFÉ

Organisation : cellule KERIVEL

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.5636
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.78
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

CANDIDATS TITULAIRES et suppléants présentés par le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS aux élections législatives de mars 1993 en LOIRE-ATLANTIQUE

CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS TITULAIRES et SUPPLÉANTS	AGES	PROFESSIONS
1 ^{re}	GRAVILLE Catherine	41	Directrice école maternelle
	ROBERT Paul	37	Ingénieur
2 ^e	CONSTANT Claude	45	Technicien France Telecom
	MORINIERE Patricia	41	Conseillère d'orientation
3 ^e	MOREAU Michel	53	Technicien
	PELLOQUET Christian	47	Ingénieur
4 ^e	GUILBAUD Jacques	52	Agent commercial
	CHAMPEAU Pierre	52	Cadre SNCF
5 ^e	AUFFRET Gaston	55	Ajusteur
	POTEL Danielle	40	Ouvrière

CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS TITULAIRES et SUPPLÉANTS	AGES	PROFESSIONS
6 ^e	LE LJOUR Olivier	36	Instituteur
	GAUDIN Claudie	46	Infirmière
7 ^e	JUSTY Marc, Maire St-Joachim	53	Fraiseur
	LE BERCHE Pierre Maire de BATZ S/MER	55	Professeur LEP
8 ^e	LE CORRE Jean-Louis, Maire de Trignac	55	Ajusteur
	RASTEL Gérard	50	Electricien
9 ^e	MOREL Claudine	36	Assistante sociale
	RIOU Jean-Paul	66	Retraité Ministère des Finances
10 ^e	GOUTY Michel	44	Professeur EPS
	ROUSSEAU Jacques	57	Directeur général d'Association

DOCUMENT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS Six propositions pour la France

Les Français sont mécontents et inquiets pour l'avenir. Les commentateurs politiques essaient de leur faire croire qu'il n'y aurait de choix qu'entre la politique actuelle et son aggravation par la droite. Il existe pourtant des solutions pour changer en faveur du plus grand nombre.

Lors de son récent Comité central, le Parti communiste français a adopté « Six propositions pour la France » qui sont des réponses urgentes aux préoccupations des Français. Le choix du changement inspire l'ensemble de ces réformes proposées aux électrices et aux électeurs pour s'attaquer aux énormes problèmes qui assaillent le pays.

La poursuite de la politique actuelle ne les résoudrait pas et il n'y a rien à attendre de la droite qui les aggraverait lourdement. Ces propositions ne sont pas à prendre ou à laisser, mais soumises au débat. Partagées par des millions de gens, elles feraient bouber les choses dans le bon sens. Elles sont un rayon de clarté dans la grisaille de la politique actuelle. Nous publions ci-dessous un aperçu de ces six propositions illustrées par quelques exemples qui montrent qu'elles sont réalistes.

I. Une nouvelle croissance pour répondre aux besoins et pour la création d'emplois.

La plaie du chômage n'est pas fatale. Elle résulte d'une politique subordonnée à « l'argent roi ». Elle peut être combattue.

Trois expériences récentes montrent ces possibilités :

- L'Etat a versé 235 milliards de francs en 1992 prétendument pour l'emploi, sans aucun contrôle. Cela n'a pas empêché le chômage d'augmenter. Les députés communistes ont obtenu, en décembre dernier, la création de commissions de contrôle départementales avec la présence des syndicats et des élus pour que ces crédits aillent vraiment à l'emploi.

- Depuis des années, tous les groupes industriels et bancaires licencient sans entraves. En 1992, 600.000 personnes ont été victimes de licenciements économiques par des entreprises

qui affichent parfois des bénéfices.

Les députés communistes ont fait adopter une loi obligeant l'employeur qui envisage de procéder à des licenciements économiques à présenter aux représentants du personnel un plan de reclassement des salariés.

- Un développement de l'économie, créateur d'emplois, a été combattu sous le prétexte qu'il n'y aurait de salut pour la France que dans son intégration à un ensemble commercial mondial sous la domination du GATT. Les députés communistes ont exigé et obtenu qu'un vote de l'Assemblée nationale donne mandat au gouvernement d'utiliser son droit de veto pour s'opposer à des accords commerciaux contraires à ses intérêts fondamentaux. Ces trois exemples montrent qu'il est possible de se donner les moyens, par l'action et le vote communiste, de faire appliquer une nouvelle croissance industrielle, agricole et de services utiles, fondée sur le développement de l'emploi.

II. Un progrès et une justice sociale correspondant aux possibilités et aspirations de notre temps.

Dans des domaines aussi importants que le droit au travail, la protection social, au logement, à la formation, au nom de l'austérité, la France régresse et connaît même des reculs de civilisation.

Prenons un exemple. Plus de chômage et les inégalités s'aggravent, plus l'économie française s'affaiblit. Le développement de la pauvreté, les difficultés que rencontre un nombre croissant de familles constituent à la fois un drame humain et un facteur d'aggravation des difficultés économiques du pays ; Parce que des millions de Français ont des revenus insuffi-

fisants, les produits de l'agriculture et de l'industrie ne peuvent se vendre dans des conditions satisfaisantes. Une économie moderne, capable de répondre aux besoins du peuple et du pays et de fournir des bases solides pour des coopérations efficaces avec d'autres pays en Europe et dans le monde, a besoin de salariés plus qualifiés, mieux rétribués. Une politique moderne et efficace, c'est donc tout le contraire d'une politique d'austérité.

III. - Protéger et valoriser l'environnement.

Protéger l'environnement ne signifie pas réduire les activités économiques mais au contraire impulser un nouveau type de développement, une activité agricole et industrielle, une activité agricole et industrielle respectueuses des équilibres écologiques et utilisant des technologies propres. La protection de l'environnement va ainsi de pair avec l'essor économique et la création d'emplois.

Par exemple, depuis des années, les députés communistes agissent pour obtenir une grande politique nationale de l'eau qui permettrait de rechercher de nouvelles ressources, de lutter contre les gaspillages et les pollutions, de réguler les cours d'eau afin d'éviter les inondations et les sécheresses.

IV. Un essor des libertés et la démocratisation des institutions.

Répondre à l'aspiration des gens à se faire entendre, à participer aux décisions qui les concernent est un besoin impérieux pour faire progresser toute la société.

V. Une Europe sociale, démocratique, pacifique et solidaire.

L'Europe ne doit pas être au service des puissances d'argent, ni dominée par l'Allemagne, ni soumise aux Etats-Unis. Les

Français aspirent, au contraire, à une construction européenne qui organise les nécessaires coopérations dans l'intérêt mutuel des peuples, dans le plein respect de la souveraineté des nations, et avec la volonté de contribuer à l'émergence d'un ordre international plus juste et plus équilibré. L'expérience récente vient de montrer que, si les peuples, les citoyens sont bien informés et s'expriment clairement, ils sont en mesure de modifier les plans établis par les chefs d'Etat et leurs armées d'experts.

Le Danemark a obtenu des dérogations au traité de Maastricht que les dirigeants européens jugeaient auparavant totalement inacceptables. Si les Danois sont capables de changer les choses en Europe, pourquoi les Français ne le pourraient-ils pas ?

VI. L'engagement de la France en faveur de la paix, du désarmement et d'un ordre international plus juste et plus équilibré.

Les rapports internationaux sont de plus en plus marqués par la domination du fort sur le faible, et notamment sur l'hégémonie américaine.

Rien n'apparaît plus d'urgent que d'œuvrer en faveur de plus de solidarité des forces pacifistes des forces de libération sociale, nationale et humaine au plan international. Ces « Six propositions pour la France » constituent une politique tout à fait nouvelle. Elles sont la contribution du Parti communiste français au grand débat sur l'avenir du pays, qui doit être au cœur de la campagne électorale, afin que chaque électrice et électeur puisse se prononcer en toute connaissance de cause.

SOUSCRIPTION NATIONALE PERMANENTE

Comptes arrêtés
au 21 janvier 1993

SECTION DE NANTES
Sur 92 : Jean-Claude SOPH-
RONIOU, 100 F.
Sur 93 : anonyme, 200 F.

**SECTION
DE SAINT-NAZAIRE**
Sur 92 : Mireille ROCHER,
200 F - Gaby ROCHER, 200 F.

SECTION DE LA BRIÈRE
Sur 92 : Don du C.D.H. Certé
Trignac, 500 F - Nicole et Guy
JAQUES, 500 F - Maryline
BIHAN, 300 F.
Sur 93 : sur listes : La Ramée,
Montoir, 266 F.

**SECTION DE
REZÉ/SUD LOIRE**
Sur 92 : Gilles LE DROU,
300 F - Vincent LUCAS, 200 F.

**PRESQU'ILE
GUÉRANDAISE**
Sur 92 : Don cellule Guy
MOQUET, 700 F.

BASSE-LOIRE
Sur 93 : Yvette et Yvon BON-
TEMPS : 1 200 F.

**SAINT-HERBLAIN/
GESVRES**
Sur 93 : Commune de Paris
St-Herblain : Suzanne et Gaby
CONAN, 500 F.

Lettre à Bérégovoy

Le Syndicat CGT des chantiers de l'Atlantique intervient auprès du Premier ministre pour que le chantier naval prenne enfin des commandes (aucune depuis 2 ans), pour qu'il accepte « le dossier déposé pour des pré-retraites pleines... et que dans le cadre de ce plan considéré qu'il faut embaucher des jeunes pour régler de manière efficace le problème de la pyramide des âges ».

NÉCROLOGIE

• Une foule recueillie a conduit notre camarade André MAHE, de Penhoët, dans sa dernière demeure. Un hommage lui a été rendu par Jo PATRON qui a évoqué sa vie de militant aux Chantiers de l'Atlantique et chez les retraités CGT de la métallurgie.
A sa famille, nous adressons nos condoléances attristées.

• Notre camarade Alex Le Bigot, de St-Nazaire, vient de perdre sa mère. A Alex et à sa famille nous présentons nos sincères condoléances.

LOIRE-ATLANTIQUE ESPACE D'ESPOIRS ? FEMMES DE ST-HERBLAIN (suite)

- Qu'est-ce qu'il y a, Nadia ?, dit Joëlle en arrivant à la porte restée grande ouverte.
- Qu'est-ce qu'il y a ? Il y a que Eve vient de faire une tentative de suicide, ratée heureusement, et elle récupère à l'hôpital.
- Oh ! moi qui venais lui remettre sa carte puisqu'elle paraissait bien sereine. Quel malheur encore ?
- On peut l'aider, mais regarde son appartement, il n'y a plus rien, ma grande, plus un vrai meuble, plus un vêtement.
- Elle a eu l'huissier ?
- Non, on n'aurait pas laissé faire, même au printemps. Et puis quand elle ne peut pas régler son loyer, ses parents l'aident. Non, c'est son copain qui est parti en enlevant tout, tout, y compris les habits du gosse, de leur gosse à tous les deux ! Tiens entre, et regarde la dévastation.

Joëlle et la petite voisine Nadia parcourent du regard les pièces devenues immenses. Les deux coussins éventrés, une casserole qui tient par hasard compagnie au balai, un seul matelas repoussé dans un coin, près du petit lit-cage orphelin, et une seule chaise.

Le silence des femmes vaut celui des choses.
- Tiens, un linge : c'est là qu'elle a essayé de se tailler les veines, il n'y a pas deux heures. Oh !
- Joëlle, Nadia, vous criez !! Je peux entrer ?
- Oui Martine, tu sais ce qui s'est passé ? Si tu as du temps, à trois, on peut aviser pour lorsqu'elle reviendra de l'hôpital. Tiens prends le balai, et je rince un peu l'évier. Nadia n'a qu'à chercher dans les deux placards ce qui est immédiatement utile.
- Mais toi, qui habites à côté, savais-tu ce qu'il y avait entre eux ? Moi, en face, je n'ai jamais rien entendu, sauf, l'an dernier, quand son bébé avait quelques mois et qu'il criait. Après, on se croisait devant l'ascenseur, mais j'ai ma vie aussi. J'ai à m'occuper de ma jeune sœur.

- Ça ne va pas mieux pour elle ?
- Elle est toujours agressée par son ex ; mais d'une autre manière que cette pauvre Evelyne Lui, il vadrouille, plus loin que Châteaubriant, et il revient à la voiture qu'il a été obligé de lui laisser, il soulève le capot, il arrache les fils du circuit, ou il crève un pneu, et il repart. Tout ça parce qu'elle l'a viré. D'autres fois il vient taillader sa porte en gémissant.
- Le salaud ! Elle a porté plainte ?
- Même pas, on ne peut plus rien contre lui, il est nulle part quand on le cherche, il sait être en dérive sans être marginal. Alors, pour les factures de réparation de l'auto, elle va chercher un secours ici ou là, ou je lui allonge un petit chèque. Tu t'imagines l'angoisse tous les matins quand elle vérifie sur le parking. C'est navrant.

- Le pauvre ! Tous les bonshommes ne sont pas comme ça, à commencer par le mien, ni ton Philippe, je pense, hein Nadia ?
- Non, non. Certains égalisent les situations lors de la séparation, ils laissent la baraque s'il y en a une, à leur femme, et partent en reconstruire une autre.
- En tout cas, sans ressources suffisantes, sans maison, sans boulot, une femme seule est souvent bonne pour leurs organisations caritatives si elle a l'audace de se joindre aux files d'attente pour le riz et le beurre.
- Moi je ne pourrais pas, tant j'aurais honte, quoique, si elles sont démunies de tout. En tout cas, pour Eve, il va falloir remeubler, trouver du linge. Refaire un bon début dans la vie pour le gosse. Tu dis qu'il est de lui ?
- Oui, et reconnu. Tiens, aide-moi donc pour la serpillère.
- Pourquoi ce massacre ?
- Tout bêtement parce qu'elle n'a jamais voulu qu'ils se marient.

C'est le monde renversé par rapport à ce que c'était à la génération précédente, quand les femmes couraient après l'union.
- Je comprends ça. Quand je suis tombée enceinte de Philippe... Regarde, il a même voulu arracher les rideaux. Tiens moi la chaise, pour que je les raccroche.
- Bon, c'est à peu près nettoyé. On va faire une collecte dans la tour, et en plus si on connaît des gens qui ont des meubles en trop, tu sais, de ceux qui changent trois fois de cuisine dans leur vie et quatre fois de séjour, et qui entreposent le vieux dans leur cave.
- Ne te moque pas, ça veut dire aussi quelque chose de profond, une autre sorte de mal d'exister.
- Ouais, je veux bien mais je pleurerais pas pour eux. Ah, nous avons une visiteuse. (A suivre).

RÉPERTOIRE 1993

d
e
s
annonces

LOIRE ATLANTIQUE les nouvelles

PRIORITÉ A NOS ANNONCEURS

Vous voilà, amis lecteurs, en possession de notre Répertoire 1993 des Annonceurs. Nous vous demandons de le consulter, de vous y référer, de le conserver afin qu'il vous aide à faire vos achats.



Amis lecteurs, est-il besoin de rappeler la nécessité de réserver votre priorité à ceux qui accordent leur publicité à notre journal ?

C'est une question de bon sens, de justice, de démocratie. C'est aussi et surtout, votre intérêt.

Lorsque vous achetez - n'importe où - un produit quelconque, savez-vous que, dans le prix que vous versez, une part importante est réservée à la publicité ?

Et le commerçant sera seul à décider de la façon dont il répartira cette publicité entre les différents journaux.

Ainsi, lorsque la direction d'un magasin refuse d'accorder sa publicité aux « Nouvelles », elle pénalise les lecteurs de notre journal et tout particulièrement les dizaines de milliers d'électeurs communistes et leurs familles, et elle verse (à leur corps défendant) une partie de leurs deniers à d'autres supports publicitaires et en particulier à la presse qui prend fait et cause pour le grand capital.

C'est profondément injuste, c'est antidémocratique.

Si bien que, pour rétablir la plus élémentaire des justices, nous demandons à nos amis, à nos lecteurs de donner toute leur priorité aux annonceurs qui ne pratiquent aucune discrimination envers nous.

Dans ce domaine aussi, il s'agit d'un combat pour que notre presse ait la juste part qui lui revient dans tous les budgets publicitaires.

ATLANTIC SOLS, les 6 Chemins - ST-NAZAIRE.
- AU COIN FLEURI, 171, rue de Pornichet - ST-NAZAIRE.

BAR L'ÉCUREUIL, 4, rue de la Paix - ST-NAZAIRE.
- BELLIOU Serrurier, 25, route de CERTÉ - TRIGNAC.
BOIREAU, Z.I. des Noës - MONTOIR.
- Boulangerie GABARD, 68, rue Joliot Curie - ST-JOACHIM.
- BRIÈRE POIDS LOURDS, route de loncé - TRIGNAC.

CGEA-ONYX, Route de St-André - GUÉRANDE.
- CHARRIER TP, 89, rue Louis Pasteur - MONTOIR.
- CHEZ ODETTE, 32, rue Joliot Curie - ST-JOACHIM.
- CHRISTINE COIFFURE - 40.66.54.40 - ST-NAZAIRE.
- COIFFURE BRIÈRE, 144, rue Joliot Curie - ST-JOACHIM.
- COTE D'AMOUR Occasions, 63, rue de la Vecquerie - ST-NAZAIRE.
- CREDIT IMMOBILIER, 30, Ave. Léon Blum - ST-NAZAIRE.
- CUISINES SCHMIDT, 48, Bd Victor Hugo - ST-NAZAIRE.

DAVY Pierre, 85, Ave de la République - ST-NAZAIRE.
- DEVIN-LEMARCHAND, Cité nouvelle - TRIGNAC.

EDF, 6 Rue André Chénier - ST-NAZAIRE.
- TDE, Z.I. de Brais, ST-NAZAIRE.
- ENTREPRISE INDUSTRIELLE, 20 rue des Ardoises, ST-NAZAIRE.
- ENTREPRISE LEBORGNE, rue Surcouf - ST-NAZAIRE.
ESYS, 12 rue Bretagne - ST-NAZAIRE.

- ÉTANCHÉITÉ NAZAIRIENNE, Rue Baptiste Marcel - TRIGNAC.

Faber - GER, 3 Bd Leferme - ST-NAZAIRE.
- FADET Charcuterie, 10, rue Joliot Curie - ST-JOACHIM.
- FIAT PGN AUTOS, Etoile du Matin, ST-NAZAIRE.
- FOIRE DE PORNICHET.
FORD STE AUTOMOBILES, 79 route de la Côte d'Amour - ST-NAZAIRE.

GABARD Boulangerie, 68, rue Joliot Curie - ST-NAZAIRE.
- GARDEN CENTER, Route de Pornichet, ST-NAZAIRE.
- GEFFRION & MASSET, Bd de Plaisance, TRIGNAC.
- GILRADIO, Avenue de la République, ST-NAZAIRE.
- GUINÉE, 83, rte des Ormeaux-Bert, TRIGNAC.

HOME SALONS, Centre Commercial Auchan, TRIGNAC.
- HOTEL CAMPANILE, Centre Commercial Auchan, TRIGNAC.
- HOTEL IBIS, Centre Commercial Auchan, TRIGNAC.

JACQUES Horloger-Bijoutier, 3, rue Joliot Curie, ST-JOACHIM
- JUDIC, La petite Ville, TRIGNAC.

LA CAVE, 8, rue Joliot Curie, ST-JOACHIM.
- LA HUTTE BRIÉRONNE, 181 Ile de Dédrun, ST-JOACHIM.
- LA MAISON DU RIDEAU, 41, rue de la Paix, ST-NAZAIRE.
- LA NOE CASS, La Noë d'Armengeot, ST-NAZAIRE.
- LÉ PLANTEUR Restaurant, 23, bd René Coty, ST-NAZAIRE.

- LE RELAIS DES VIGNES, 12, rue Henri Gautier, ST-NAZAIRE.
- CENTRE LECLERC, Route de Nantes.
- PONTCHATEAU, GUÉRANDE, LE POULIGUEN, Petit Caporal ST-NAZAIRE, Point du Jour, ST-NAZAIRE.
- LEROUX (Vilmorin), rue Albert De Mun, ST-NAZAIRE.

MAHE Electricité, Route de Léniphen, GUÉRANDE.
- MAZDA ECLAIRAGE, Bd Gaëtan Rondeau BEAULIEU, NANTES.
- MESNIER Assurances, 9, Grande Rue, PONTCHATEAU.
- MIDAS, Route de Nantes, TRIGNAC.
- MONSIEUR MEUBLE, Route de Pornichet, ST-NAZAIRE.
- MOTER, Z.I. des Noës, MONTOIR.

OPEL J.B. BODT, 10, bd René Coty, ST-NAZAIRE.

PEPINIÈRES-ENVIRONNEMENT, Route de la Côte d'Amour, ST-NAZAIRE.
- PEZERON Menuiserie, rue Pasteur, ST-JOACHIM.
- POINT P., 23 rue des Coralines, LA BAULE ; 54 route de Crossac, PONTCHATEAU ; 62 rue Henri Gautier, ST-NAZAIRE ; La Ville aux Prés, HERBIGNAC ; 4, rue de la marjolaine, LA TURBALLE ; Cité Nouvelle, TRIGNAC.
- POMPES FUNÈBRES GÉNÉRALES, 1, Place F. Blancho, ST-NAZAIRE.

RENAULT, Route de Pornichet, ST-NAZAIRE.
- RIGAUD Promoteur, 16, avenue M. Rigaud, LA BAULE.
- RIVE GAUCHE, 22, rue du Général de Gaulle, ST-BREVIN
- ROYAL HOUSSE, 25, avenue de la république, ST-NAZAIRE.

SALOON, Route de la Côte d'Amour, ST-NAZAIRE, Zone Commercial Auchan, TRIGNAC
- SBTP, Dissignac, ST-NAZAIRE.
- SGREG, Z.I. de Brais, ST-NAZAIRE.
- SELA, 18, rue Scribe, NANTES.
- SERNIE, rue Paul Bert, ST-NAZAIRE.
- SERRURERIE NAZAIRIENNE, rue Baptiste Marcel, ST-NAZAIRE.
- SHOPI, Place de la Commune de Paris, ST-JOACHIM.
- SIROCCO-UPA, 46, rue Noire, NANTES.
- STRAN, 18, avenue de la République, ST-NAZAIRE.

TERRIEN Menuiserie, Bd des Apprenis, MONTOIR.
- TOURISME VERNEY, ST BRÉVIN ; 64 avenue Mal. Joffre LA BAULE ; Avenue de la République, ST-NAZAIRE.
- TRIGNAC AUTO, RENAULT, Zone Commercial Auchan, TRIGNAC.
- UNICO, 10, rue Marcel Sembat, TRIGNAC, Place de l'Eglise, ST MALO DE GUERSAC
- VIA ASSURANCES, 42, rue de la Paix, ST-NAZAIRE.
- VIDANGE NAZAIRIENNE, 26 rue St-Exupéry, MONTOIR.
- VOLSWAGEN, rue de la Ville Halluard, ST-NAZAIRE.

CALENDRIER DU JARDINIER

FÉVRIER - En pleine terre
 Ail - Chicorée sauvage - Echalotes - Laitues de printemps - Oignons jaune paille - Oignons de Mulhouse (pulpes) - Persil - Poireaux - Pois hâtifs à grains ronds - Radis.

Sous châssis
 Carottes hâtives - Choux-fleurs hâtifs - Choux de pommes - Oignons blancs - Melons - Poireaux - Radis - Tomates.

Sous châssis
 Céleri - Chicorées frisées - Pommes de terre germées - Tomates - Haricots pour filets.

Coreopsis Godétias Ipomées - Julienne de Mahon - Gypsophiles - Muflers - Oeillets divers - Pieds d'alouette - Pois de senteur - Reines-marguerites - Scabieuses - Silènes - Soucis - Thalspis - Zinnias.

Poireaux - Pois ronds et sucrés - Pommes de terre - Radis.

Sous châssis
 Aubergines - Courges - Melons - Potirons.

Coquelicots - Coréopsis - Cosmos - Eschscholtzia - Gaillardes - Giroflées - Codélias - Gypsophiles - Immortelles - Ipomées - Juliennes - Lin rouge - Muflers - Oeillets divers - Phlox - Pois de senteur - Pourprier - Pylèthre - Reines-marguerites - Réséda - Rose d'Inde - Salpiglossis - Sauges - Scabieuses - Silènes - Soucis - Thalspis - Zinnias.

MAI - En pleine terre

Artichauts - Betteraves - Cardons - Carottes - Céleri - Chicorées sauvages - Endives - Choux navets - Ciboulette - Concombres - Cornichons - Courbes - Epinards d'été - Haricots - Laitues - Melons - Navets - Oseille - Persil - Pissenlits - Poireaux - Pois - Potirons - Radis - Salsifis - Tétragone - Thym - Tomates.

Oeillets - Pavots - Pétunias - Phlox - Pieds d'alouette - Pourprier - Primevères des jardins - Pyrète - Reines-marguerites - Réséda - Ricin - Rose d'Inde - Rose trémière - Salpiglossis - Sauges - Scabieuses - Silènes - Soleils - Soucis - Thalspis - Verveine - Violettes - Zinnias.

JUIN - En pleine terre

Betteraves - Cardons - Carottes - Céleri - Cerfeuil - Chicorée - Concombres - Cornichons - Epinards - Haricots - Laitues - Oseille - Persil - Pissenlits - Poireaux - Pois - Persil - Scorsonères.

Alysses - Amarantes - Ancolies - Anémones - Balsamines - Campanules - Capucines - Centaurées - Célosie - Chrysanthèmes - Clarkias - Cobées - Coréopsis - Eschscholtzias - Gaillardes - Giroflées - Godétias - Gypsophiles.



LEROUX

VOTRE GRAINETIER
 DISTRIBUTEUR DES GRAINES

VILMORIN

Angle rue Albert-de-Mun et place des Martyrs
 et JARDINERIE LEROUX, route de Pornichet
 SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.22.45.47

LA PUBLICITÉ

FAIT VENDRE

FAITES CONFIANCE A NOS ANNONCEURS

**PÉPINIÈRES
 ENVIRONNEMENT
 SERVICES**

**CRÉATION ET ENTRETIEN
 DE PARCS ET JARDINS**

**Les Six Chemins
 Route de la Côte d'Amour
 ST-NAZAIRE - ☎ 40.53.00.27**

UNE GAMME COMPLÈTE
 DE VÉGÉTAUX

Vente en direct
 de la production

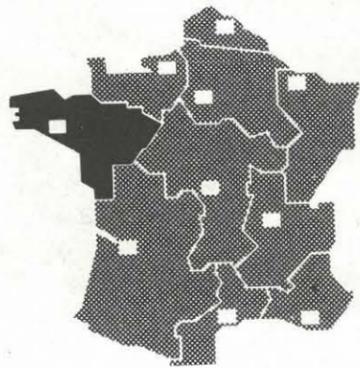
En pleine terre
 Pois de senteur.

MARS - En pleine terre
 Ail - Echalotes - Choux cabus et Milan - Carottes - Chicorée - Choux-fleurs - Ciboule - Ciboulette (plants) - Echalotes - Epinards d'été - laitues de printemps et d'été - Laitues romaines - Navets - Oignons blancs et jaunes - Oseille - Persil - Poireaux - Pois ronds et ridés - Pommes de terre hâtives - Radis - Salsifis.

Sous châssis
 Balsamines - Bégonias - Gobées - Gaillardes - Hélotropes - Ipomées à grandes fleurs - Oeillets divers - Pétunias - Sauges.

AVRIL - En pleine terre
 Artichauts (oilletons) - Asperges (griffes) - Betteraves - Carottes - Céleris - Chicorées - Choux-fleurs - Choux navets - Ciboule - Ciboulette - Epinards - Estragon - Fraisières - Haricots - Laitues - Navets - Oignons - Persil - Pissenlits -

BRETAGNE - LOIRE ÉQUIPEMENT AU CŒUR DE VOTRE RÉGION.



Notre présence
 au cœur de votre région
 représente pour vous
 un avantage irremplaçable.

Nous apportons
 des solutions adaptées,
 cohérentes et durables,
 dans le cadre
 des besoins recensés
 et à l'intérieur
 d'un budget défini
 au préalable.

En somme,
 une réponse sur mesure
 à votre problème
 et la certitude d'avoir fait
 le bon investissement.

BRETAGNE-LOIRE ÉQUIPEMENT

Résidence le Pré aux Clercs
 Rue de la Belle Fontaine
 56100 LORIENT
 Tél. 97 21 65 71

